



Charte de Prévention des conflits d'intérêts de l'ARBS

Maître Ingrid Bourgoïn-Verdier

*JOURNÉES D'ÉTUDES DE L'ASSOCIATION DES RESPONSABLES
BIONETTOYAGE EN SANTÉ - 23 SEPTEMBRE 2026*



PREAMBULE

L'Association des Responsables de Bionettoyage en Santé (ARBS) est une association de loi de 1901 constituée le 13 décembre 2024. Elle a pour objet la mise en relation des responsables du secteur afin de favoriser le partage et le développement des connaissances nécessaires à l'exercice de leur profession.

L'Association entend engager une démarche de professionnalisation de son organisation et de son fonctionnement afin d'accompagner son développement dans un cadre sécurisé juridiquement.

Considérant la demande croissante des agents des établissements publics pour cette activité de mise en réseau, l'ARBS a souhaité se munir d'outils de sensibilisation et de prévention des conflits d'intérêts afin de garantir et de réaffirmer la probité de ses membres.

La présente charte s'adresse aux membres du conseil d'administration de l'ARBS. Elle vise à rappeler les principes de déontologie qui leur sont applicables et à prévenir les situations de conflits d'intérêts résultant de leur participation aux instances de l'ARBS.

I. Hypothèses de conflits d'intérêts – avérés ou non – devant attirer votre attention

A. Illustrations des situations devant attirer votre attention

Les conflits d'intérêts peuvent naître des activités extraprofessionnelles des agents publics qui, bien que tout à fait compatibles avec leur activité professionnelle, peuvent créer des intérêts directs ou indirects – avérés ou de façade – critiquables par des tiers.

Ces situations peuvent apparaître dans plusieurs hypothèses :

Rencontre informelle d'un opérateur privé (exemples : un prestataire notamment pour les fonctions externalisées, un fournisseur de matériel ou de produits) à l'occasion d'un événement auquel vous êtes présents dans le cadre de votre activité au sein de l'ARBS. Vous pouvez être amenés à partager des informations privilégiées sans en avoir nécessairement le souhait : le fonctionnement de votre Etablissement employeur directement ou indirectement (exemple : si votre Etablissement employeur est membre d'un GCS), ses attentes en matière de prestations, une procédure de passation à venir, l'externalisation d'une fonction qui pourrait être en discussions ...

Les rencontres avec des prestataires potentiels, notamment dans une démarche de *sourcing*, lorsque la mise en relation a été effectuées au sein de l'ARBS.

Vous échangez avec un autre membre de l'ARBS qui prend part également, au sein de son Etablissement employeur, dans les procédures de passation en matière de bionettoyage concernant une entreprise avec laquelle vous avez l'habitude de travailler (sur votre satisfaction, sur ses prix, sur la qualité de son travail, ...).

Dans le cadre de vos fonctions ou de vos événements au sein de l'ARBS, des opérateurs économiques peuvent vous proposer des avantages (frais d'hospitalité, invitation, cadeaux sans lien avec l'exercice de la profession de Responsable de bionettoyage en santé, goodies de valeur non dérisoire, ...).

Si un membre de l'ARBS exerce une activité de conseil en matière de bionettoyage à titre individuel (réalisation de formations, d'audits ou comme AMO) et réalise une prestation à destination d'un responsable qu'il a rencontré dans le cadre de sa participation à l'ARBS.

Si un membre de l'ARBS participe à l'organisation d'un événement de l'association et prend contact directement avec un opérateur privé (prestataire, fournisseur, ...) en laissant planer l'idée que, s'il n'est pas présent à cet événement, il sera désavantagé.

Il est important de noter que ces situations n'aboutissent pas systématiquement à une situation de conflit d'intérêts. Toutefois, elles peuvent sembler influencer le respect des principes cardinaux de publicité et de mise en concurrence issus des règles de la commande publique. Alors, vous pourrez vous placer dans une situation critiquable vis-à-vis d'un tiers.

B. Le cadre juridique applicable au conflit d'intérêts

1. Rappel des principes qui encadrent la commande publique

Les principes applicables aux contrats de la commande publique visent à assurer la mise en œuvre régulière des règles de publicité et de mise en concurrence dans les procédures de passation. Ces principes sont les suivants :

- Liberté d'accès à la commande publique ;
- Egalité de traitement des candidats ;
- Transparence des procédures.

Ces principes de la commande publique s'appliquent à tous les stades de la procédure de passation et, notamment :

- Dès la définition des besoins des établissements ;
- L'élaboration des documents de consultation et des critères de sélection (qualité, conformité sanitaire, impact environnemental) ;
- La publication des appels d'offres ;
- L'analyse des candidatures et des offres ;
- La négociation avec les candidats ;
- L'attribution et l'exécution des marchés publics liés à la blanchisserie.

2. Périmètre juridique du conflit d'intérêts

➤ Définition du conflit d'intérêts par le code de la commande publique.

Rappel des textes.

Aux termes de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique : « [Constitue une situation de conflit d'intérêts] *toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.* »

Constitue ainsi un conflit d'intérêts **toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés** qui est de nature à influencer ou à paraître influencer le déroulé des procédures de mise en concurrence.

Illustrations :

Est annulée par le juge administratif la procédure au cours de laquelle un pouvoir adjudicateur fait **appel à un AMO pour procéder à l'analyse des offres alors que celui-ci était partenaire commercial de l'un des candidats.**

La proximité entre **deux partenaires de projets communs depuis plusieurs années et en phase avancée d'un rapprochement capitalistique** est de nature à susciter un risque de conflit d'intérêts.

Les rencontres avec des prestataires potentiels, notamment dans une démarche de *sourcing*, lorsque la mise en relation a été effectuées au sein de l'ARBS.

Manque à son obligation d'impartialité l'acheteur dont l'AMO, qui avait contribué à la rédaction des clauses techniques particulières et à l'analyse des offres des candidats à ses côtés, avait exercé des fonctions importantes au sein de l'une des entreprises candidates qu'il n'avait quitté que depuis moins de deux ans.

La société qui est AMO chargée de contrôler des activités dont l'attribution fait l'objet d'une procédure de marché public est en situation de conflit d'intérêts si elle est candidate, ce qui aurait pour conséquence de lui faire **contrôler les missions qu'elle réalise**.

Un agent public était renseigné comme référent technique d'une procédure de passation au sein d'un établissement public. Il avait bénéficié, dans le cadre de sa vie associative privée d'une invitation d'un partenaire financier de l'association pour une compétition sportive. Ce partenaire était candidat à l'attribution du marché. Le juge administratif a considéré que, cette invitation ayant eu lieu deux ans avant la procédure et n'ayant donné lieu qu'à un message de remerciement sur les réseaux sociaux de l'association, elle n'est pas de nature à faire naître un doute quant à un conflit d'intérêts.

La société attributaire d'un appel d'offre qui a accompagné le pouvoir adjudicateur dans la conception d'un projet (notamment en ayant pris part à une étude de faisabilité) est considéré comme ayant bénéficié d'informations privilégiées, ce qui contrevient au principe d'impartialité entre candidats.

Est annulée la procédure dans laquelle **le directeur général des services d'un pouvoir adjudicateur a des liens familiaux avec un intervenant pour le compte de la société attributaire du marché et dont les fonctions sont liées à l'exécution de ce marché.**

➤ **Obligation déontologique des agents publics.**

Rappel des textes.

L'article L. 121-5 du code général de la fonction publique définit lui aussi les situations de conflits d'intérêts comme « *toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions de l'agent public* ».

L'article L. 121-4 du même code **impose aux agents au titre de leurs obligations déontologiques de faire cesser toute situation de conflit d'intérêts.**

Un conflit d'intérêts survient lorsque l'intégrité et l'impartialité d'une personne impliquée dans les marchés publics de blanchisserie hospitalière sont compromises par des intérêts personnels, financiers, professionnels ou familiaux. Il s'agit de cas de partialité personnelle et objective, tenant aux intérêts personnels, matériels ou moraux de l'agent concerné, et ce, même indépendamment de sa conduite personnelle.

L'obligation d'impartialité pèse sur l'acheteur public qui doit veiller à ce qu'aucune des personnes qui concourent à l'exécution de ses missions dans la préparation et la conduite de la procédure de sélection n'aient un intérêt particulier à son issue.

Illustrations :

Manque à son devoir de probité l'**agent qui valide une commande de travaux avec l'entreprise de son épouse** alors même qu'il en avait averti sa hiérarchie.

Un agent public a été révoqué car il entretenait des **relations personnelles avec le dirigeant d'une société qui était fournisseur** de son Administration. En effet, préalablement au passage des commandes, il **participait à l'évaluation des besoins qu'il a volontairement surestimés**. Il a manqué ainsi à son devoir de probité.

Un membre de brigade fluviale qui contrôle dans le cadre de ses fonctions des bateaux appartenant à des sociétés auxquelles il délivre des prestations de formation au titre d'une activité accessoire exercée à titre individuel contrevient à ses obligations déontologiques.

3. Risques juridiques

Il y a deux, voire, trois volets de risques lorsqu'une situation de conflit d'intérêts se présente :

(1) Un volet pénal résultant d'un délit de favoritisme.

Celui-ci sanctionne le fait pour un pouvoir adjudicateur de procurer ou de tenter de procurer un avantage injustifié en contradiction avec les règles de la commande publique.

(2) Un volet contentieux lié aux risques d'une annulation de la procédure de marché public, notamment en référé précontractuel, par le juge administratif.

Afin de prévenir un tel risque, il est important de se garder de toute partialité ou même d'apparence de partialité.

(3) Un volet disciplinaire lorsque le conflit d'intérêts a eu pour conséquence de placer un agent public en contradiction avec son devoir de probité.

II. Gérer les risques et les situations de conflits d'intérêts

A. Prévenir les conflits d'intérêts au sein de l'ARBS

La présente Charte présentera des recommandations afin de prémunir les membres de l'ARBS de toute situation de conflit d'intérêts pouvant les mettre personnellement en cause.

La prévention des conflits d'intérêts est indispensable pour garantir le respect des principes de la commande publique (libre accès à la commande publique, transparence et égal traitement des opérateurs).

Afin de se prémunir contre tout risque pouvant trouver sa cause dans l'activité des membres au sein de l'ARBS, les bonnes pratiques suivantes peuvent être mises en place :

(1) Vigilance liée aux interconnexions personnelles nées au sein de l'ARBS

- ✓ Avoir conscience des interconnexions nées au sein de l'ARBS et des positions statutaires de ses membres afin de prévenir tout risque de confusion ou de sentiment de connivence de façade.
- ✓ Ne pas échanger d'avantages (cadeaux, invitations) qui ne s'inscrivent pas dans un contexte raisonnable par rapport aux appels d'offres en cours ou à venir, à l'identité de celui qui est à l'initiative de cet avantage ou encore au sentiment d'obligation qui peut en résulter pour celui qui le reçoit, notamment.
- ✓ Ne pas engager de démarches visant à organiser une rencontre préalable à l'engagement d'une procédure de mise en concurrence dans le cadre d'une rencontre des membres de l'ARBS (notamment dans le cadre d'une démarche de *sourcing*).
- ✓ Se prévaloir avec mesure de sa qualité et de ses missions de responsable public, spécifiquement auprès des opérateurs privés rencontrés dans les événements de l'ARBS.

(2) Vigilance quant aux échanges d'informations, même informelles, notamment en matière d'achats publics (fournitures, services)

- ✓ Eviter tout échange pouvant permettre à une personne intéressée (un membre de l'ARBS qui exerce une activité d'AMO dans le secteur concerné ou un opérateur privé) d'exercer une influence sur la préparation des documents de consultation.
- ✓ Ne pas échanger d'informations qui n'auraient pas été partagées à l'ensemble des candidats au sujet d'une procédure de passation passée, en cours ou à venir.
- ✓ Ne pas diffuser de documents internes à l'établissement employeur.

(3) Vigilance quant aux risques d'influence sur les procédures de passation passées, en cours et à venir

Se protéger de toute accusation de délit de favoritisme

- ✓ Ne pas influencer la définition du besoin d'un acheteur public, après un échange avec un autre membre.
- ✓ Ne pas procéder à du démarchage de potentiels de candidats dans le cadre des activités de l'ARBS où sont présents des représentants du secteur privé.
- ✓ Refuser les cadeaux qui s'inscriraient dans un calendrier de procédure de passation en cours ou à venir.

Se protéger de toute annulation de procédure d'achat dans le cadre d'un référé précontractuel

- ✓ Ne pas influencer la définition des critères de sélection dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence après échange avec un autre membre.
- ✓ Ne pas influencer l'organisation d'une procédure de passation en cours ou à venir, à tous les stades de cette dernière, après un échange avec un autre membre.
- ✓ Ne pas influencer l'analyse des offres et la sélection d'un opérateur économique dans le cadre d'une procédure de passation en cours ou à venir après un échange avec un autre membre.

- ✓ Ne pas adopter d'attitude préférentielle à l'égard d'un membre qui serait candidat à l'attribution d'un contrat de la commande publique et veiller à conserver une attitude non-discriminante à l'égard des soumissionnaires.

L'ARBS se réserve la faculté, *via* son Président ou sa Présidente, à prendre toute mesure destinée à prévenir un risque de conflit d'intérêts qui serait porté à sa connaissance.

B. Gérer les situations de conflit d'intérêts avec les établissements employeurs.

Les membres de l'ARBS sont également incités à mettre en œuvre les recommandations suivantes auprès de leur établissement employeurs lorsqu'ils sont susceptibles d'être exposés à une situation de conflit d'intérêts.

- ✓ **Déclaration** : Dans l'hypothèse d'une situation de conflit d'intérêts ou d'un risque de survenance d'un conflit d'intérêts, il est recommandé de procéder auprès de son établissement employeur à une déclaration d'intérêts pouvant donner lieu à un conflit ou pouvant être envisagé comme tel.
- ✓ **Devoir de réserve** : Les membres s'abstiennent de communiquer des informations confidentielles ou sensibles relatives à une procédure passée, en cours ou à venir lors de leurs activités au sein de l'ARBS.
- ✓ **Procédures internes à l'établissement employeur** : Les membres suivront les procédures internes à leur établissement employeur de formation ainsi que de prévention et de déclaration des conflits d'intérêts résultant de leurs activités au sein de l'ARBS.

- ✓ **Recours à des tiers** : En cas de doute quant à l'existence ou non d'une situation de conflit d'intérêts, il est de bonne pratique de solliciter l'avis d'un tiers indépendant ou de l'autorité de régulation.
- ✓ **Le déport** : S'abstenir, dans le cadre de leurs missions au sein de leur établissement employeur, de prendre part aux décisions qui pourraient interférer avec des intérêts noués au sein de l'ARBS. Ce déport peut s'appliquer aussi aux préparations d'avis sur une décision.
- ✓ **Mesures correctives** : Lorsqu'une situation de conflit d'intérêts d'un membre en raison de son activité au sein de l'ARBS est avérée, il mettra en œuvre les mesures correctives nécessaires résultant des procédures internes de son établissement employeur.

III. **Adoption de la charte**

L'adoption de la présente charte fera l'objet d'une délibération en conseil d'administration.

Cette délibération donnera lieu à une information de l'assemblée générale.



IV. Entrée en vigueur et suivi

Cette charte entre en vigueur dès son adoption par le conseil d'administration de l'ARBS et doit être signée par toutes les membres de ce dernier. Elle fera l'objet d'une évaluation périodique pour garantir son efficacité et sa mise à jour en fonction des évolutions législatives et réglementaires.